

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Acquisition, livraison, installation et mise en service
d'un cryostat à dilution sans hélium liquide équipé de
câbles de mesures dc et micro-ondes
- LPS Paris Saclay**

N° de consultation : 2025-A113

Université Paris-Saclay
Bâtiment Breguet
3, Rue Joliot Curie
91190 Gif-sur-Yvette

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Acquisition, livraison, installation et mise en service d'un cryostat à dilution sans hélium liquide équipé de câbles de mesures dc et micro-ondes - LPS Paris Saclay
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	48 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 - Durée du contrat	5
6 - Prix	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties Financières	6
8 - Avance	6
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	6
8.2 - Garanties financières de l'avance	6
9 - Modalités de règlement des comptes	7
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement	7
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants	8
10 - Conditions d'exécution des prestations	8
11 - Développement durable	9
12 - Constatation de l'exécution des prestations	9
12.1 - Vérifications	9
12.2 - Décision après vérification	10
13 - Garantie des prestations	10
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
15 - Pénalités	11
15.1 - Pénalités de retard	11
15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance prévues dans la garantie	11
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé	11
15.4 - Autres pénalités spécifiques	11
16 - Assurances	12
17 - Clause de réexamen	12
18 - Résiliation du contrat	12
18.1 - Conditions de résiliation	12
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
19 - Règlement des litiges et langues	13
20 - Clauses complémentaires	13
20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	13
21 - Dérogations	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Acquisition, livraison, installation et mise en service d'un cryostat à dilution sans hélium liquide équipé de câbles de mesures dc et micro-ondes - LPS Paris Saclay

Le présent marché comprend l'acquisition d'un cryostat à dilution en cycle fermé fonctionnant sans hélium liquide, de type tube pulsé. L'équipement comprendra l'ensemble des composants nécessaires à son fonctionnement nominal, notamment le mélange He3/He4, les systèmes de pompage et de compression, l'instrumentation de thermométrie, ainsi que le système de pilotage et de contrôle... Le cryostat sera également doté de l'ensemble des lignes de mesure, de type courant continu (DC) et micro-ondes, incluant les câbles et connecteurs, assurant la liaison depuis la température ambiante jusqu'à la platine à très basse température.

Lieu(x) d'exécution :

Laboratoire de Physique des Solides
UMR 8502 - CNRS - Université Paris Saclay
Bât 510
1, rue Nicolas Appert
91405 Orsay Cedex

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de mémoire technique (CMT) du titulaire du marché
- Les bons de commandes (BC) correspondant aux engagements juridiques liés au marché
- Les avenants éventuels conclus postérieurement à la notification du marché

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les parties s'engagent à considérer comme confidentielles et à ne pas divulguer à des tiers l'ensemble des informations techniques, scientifiques ou commerciales échangées dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'interdit d'utiliser les résultats des mesures ou les données scientifiques obtenues par l'Université lors de la mise en service à des fins de promotion, sans accord écrit préalable de l'Université Paris Saclay.

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur pendant toute la durée du marché et survit à son expiration pour une durée de cinq (5) ans.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Sécurité Informatique : Le système de pilotage logiciel fourni doit être compatible avec les exigences de sécurité de la DSI de l'Université. Le Titulaire doit préciser si une connexion internet permanente est requise (ex : pour le diagnostic à distance via Team Viewer/VPN) et garantir que les protocoles utilisés sont sécurisés.

Protection Antivirale : Le PC de contrôle doit être livré avec un système d'exploitation à jour, dépourvu de logiciels tiers non nécessaires et compatible avec l'antivirus de l'établissement.

Sécurité Physique : Le Titulaire s'engage à respecter les consignes d'accès aux locaux de l'Université Paris Saclay. En cas de télémaintenance, celle-ci ne pourra se faire qu'avec l'autorisation explicite et ponctuelle de l'administrateur système de l'Université.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Nature des données : Dans le cadre de l'installation et de la maintenance (SAV), le Titulaire peut avoir accès aux données d'identification des utilisateurs du cryostat (nom, prénom, courriel professionnel).

Finalité : Ces données sont traitées uniquement pour la gestion des accès au logiciel de pilotage et le suivi du support technique.

Sous-traitance : Le Titulaire est considéré comme "sous-traitant" au sens du RGPD. Il s'engage à ne pas transférer ces données hors de l'Union Européenne sans information préalable.

Droit des personnes : Conformément au Règlement (UE) 2016/679, les utilisateurs disposent d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de leurs données auprès du Délégué à la Protection des Données (DPD) de l'Université Paris Saclay.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est de 48 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Le délai maximum de livraison pour le système complet est de 18 mois à compter de la date de notification du marché

Le délai maximum d'installation et de mise en service est de 1 mois à compter de la date de livraison sur site

Le délai de formation à assurer est de 1 mois après l'installation et la mise en service de l'équipement.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

La DPGF comprendra le chiffrage de l'achat du cryostat tel que décrit dans le CCTP (soit la fourniture du cryostat à dilution complet (installé) et le mélange 3He/4He initial).

Le BPU couvrira le câblage supplémentaire, les fluides et gaz en appoint, le coût d'une licence supplémentaire pour logiciel de pilotage à distance ainsi que le Câblage et RF supplémentaires

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : service.facturier@universite-paris-saclay.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91400 Orsay

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Attention, le montant de la variation des prix doit apparaître distinctement du montant de la prestation réalisée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

- Code service : Aucun Code service

- Numéro d'engagement juridique : numéro(s) à 6 chiffres des bons de commandes - déterminés par le

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de livraison :

Laboratoire de Physique des Solides
UMR 8502 - CNRS - Université Paris Saclay
Bât 510
1, rue Nicolas Appert
91405 Orsay Cedex

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Les ingénieurs/ Techniciens du service après-vente désignés en remplacement doivent être spécialisés de préférence en physique des basses températures (Expertise en Cryogénie "Ultra-Basse Température" (UBT) et Spécialisation en Instrumentation et mesures faibles signaux) et se prévaloir des mêmes compétences que les ingénieurs / Techniciens qu'ils remplacent

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le

transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le Titulaire assume l'intégralité des frais de transport, d'assurance, de douane et de manutention jusqu'au lieu final d'installation au sein de l'Université Paris Saclay. Le transfert de propriété et des risques s'opère à la signature du procès-verbal de réception sans réserve.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Le matériel sera livré à l'adresse indiquée. La prestation inclut le déchargement, le déballage et la mise en place de l'équipement dans le local désigné. Le Titulaire devra s'assurer, que les dimensions des colis sont compatibles avec les accès (monte-charges, portes, couloirs). L'équipement, une fois déballé et monté sur son châssis, doit respecter la contrainte de hauteur sous plafond de 2,80 m. Le Titulaire doit fournir tout outillage spécifique (palans surbaissés, chariots) nécessaire à l'installation dans cet espace restreint. Le Titulaire est responsable de l'enlèvement et du traitement de l'intégralité des emballages (caisses bois, palettes, plastiques, mousses) immédiatement après le déballage, conformément à la réglementation environnementale en vigueur. Le titulaire doit informer les représentants du LPS de la date exacte de livraison au moins huit (8) jours ouvrés à l'avance afin de coordonner l'accès aux locaux du laboratoire. Les livraisons s'effectuent les jours ouvrables, du lundi au vendredi, aux horaires d'ouverture du laboratoire.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Une formation devra être assurée pour au moins 2 personnes, en français ou en Anglais et sur site. La formation devra inclure l'utilisation du cryostat et des différents modules logiciels mais également les opérations de maintenance simple. Une documentation digitale (supports documentaires) pour l'utilisation devra être disponible pour consultation ultérieure.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Cf critère 3

3.1: Efficacité énergétique et fluides : Consommation électrique ; consommation d'eau de refroidissement (si refroidi par eau) ou efficacité du refroidissement par air ; dispositifs anti-fuite

3.2 : Cycle de vie et maintenance : Réparabilité (Disponibilité des pièces détachées); Gestion des déchets (procédure de reprise ou de recyclage des composants en fin de vie)

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de mise en service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Vérification d'Aptitude (VA) :

La VA intervient immédiatement après l'installation et la mise en route par le Titulaire. Elle dure au maximum [5 jours]. Elle consiste à vérifier :

La conformité physique : Présence de tous les composants, câbles, accessoires et de la documentation.

Le bon fonctionnement des sécurités : Test de la mise en sécurité automatique (coupure électrique simulée, arrêt d'eau, etc.).

Le vide d'isolation : Atteinte du niveau de vide secondaire requis avant mise à froid.

Vérification de Service Régulier (VSR) :

La VSR commence après la réussite de la VA et s'étale sur une durée de [30 jours] (période d'observation). Pendant cette phase, le cryostat doit démontrer ses performances nominales en conditions réelles.

Les critères d'admission (tests de performance) sont :

Température de base : Atteinte et maintien d'une température $T \leq 30$ mK avec l'intégralité du câblage (12 lignes DC, 6 lignes RF) installé et les instruments de mesure sous tension.

Puissance froide : Mesure de la puissance disponible sur la chambre de mélange (test de la résistance de chauffe) : $\geq 150 \mu\text{W}$ à 100 mK.

Temps de cycle : Vérification que le temps de refroidissement (de 300 K à 30 mK) est ≤ 16 heures.

Continuité des lignes : Test de l'intégralité des lignes de mesure (absence de coupure, isolation entre lignes, niveau d'atténuation RF conforme).

Les vérifications seront effectuées par le titulaire en présence de Julien BASSET ou de son représentant.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Décision de réception

Admission : Si les tests sont concluants, le procès-verbal d'admission (EXE 3) est signé. Il marque le point de départ de la garantie.

Ajournement : Si les performances ne sont pas atteintes (ex : température de base trop haute), le Titulaire dispose de [15 jours] pour remédier aux défauts à ses frais. Une nouvelle VSR est alors engagée.

Réfaction : En cas d'écart mineur ne compromettant pas l'usage, une admission avec réfaction (réduction du prix) peut être décidée.

Rejet : Si après deux tentatives, le système n'atteint pas les performances critiques (température de base et puissance froide), l'Université peut prononcer le rejet total de l'équipement et la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie d'au moins 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités minimales de cette garantie sont les suivantes :

Cette garantie couvre l'ensemble des équipements et prestations fournis. Elle inclut la prise en charge des défauts de fonctionnement, des pièces, de la main-d'œuvre et des déplacements nécessaires à la remise en état du système pendant toute sa durée.

Le titulaire doit intervenir (à distance ou sur site) au maximum sous 8 jours ouvrés.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

L'Université Paris Saclay est seule propriétaire de l'intégralité des résultats, données de mesure, découvertes ou inventions issus de l'utilisation de l'équipement. Le Titulaire ne dispose d'aucun droit sur les données scientifiques produites. Il s'interdit d'utiliser le nom de l'Université ou les résultats obtenus à des fins commerciales ou publicitaires

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée ci-dessous et dans le tableau de l'article 15.4 :

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 8 jours.

15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance prévues dans la garantie

Pendant la période de garantie et SAV : Le titulaire doit intervenir (à distance ou sur site) au maximum sous 8 jours ouvrés. Montant en cas de dépassement : 200,00 € HT par jour ouvré de retard. Si l'équipement reste inutilisable pendant + de 15 jours supplémentaires, une pénalité forfaitaire de 500,00 € HT par semaine de retard s'applique.

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.4 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités de retard de livraison	Journalière	150.00 €	En cas de dépassement du délai de livraison fixé à 18 mois après notification, et sauf cas de force majeure les pénalités s'appliquent, par jour calendaire de retard.
Pénalités de retard d'installation et mise en service	Journalière	100,00 €	Si l'installation et la mise en service ne sont pas achevées dans le délai d'un mois après livraison sur site ; et sauf cas de force majeure, les pénalités s'appliquent, par jour calendaire de retard

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités liées à la formation et documentation complète	Hebdomadaire	100,00 €	Si la formation n'est pas assurée dans les délais ou si la documentation technique (manuels, schémas de câblage) est incomplète, la pénalité forfaitaire est due.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Les parties conviennent de mettre en place des modalités de réexamen et d'optimisation régulières de l'équipement, afin de s'assurer de son adéquation continue aux besoins du laboratoire LPS et d'optimiser ses performances et sa fiabilité, afin d'intégrer, le cas échéant, les évolutions technologiques pertinentes.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Clauses complémentaires

20.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge aux articles 38 à 45 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services